



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 29 mars 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2022 - 34 DECES DE MONSIEUR CAPPONI
PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LES AYANTS DROIT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 mars 2022, s'est réuni le mardi 29 mars 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA-MOZIN, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Magali CONESA

(Prend part aux délibérations N°30 à N°35)

Monsieur Patrick ISNARD

(Prend part aux délibérations N°30 à N°45 et N°51 à N°52)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Catherine BUTTY
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Madame Jeannette GISQUET
Monsieur Jean-François LAPORTE
Madame Levanna CALATAYUD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°36 à N°81)

ABSENT SANS PROCURATION :

PROCURATION :

Madame Catherine BUTTY à Monsieur le Maire
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Madame Jeannette GISQUET à Madame Claude MASCARELLI
Monsieur Jean-François LAPORTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA à Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 22 février 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

DU 29 MARS 2022

DECES DE MONSIEUR CAPPONI
PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LES AYANTS DROIT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération vise à la signature d'un protocole d'accord avec les ayants droit de Monsieur Jean-Claude CAPPONI, suite à son accident mortel survenu dans l'exercice de son activité.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT H.T.
JURIDIQUE	Dépenses	35 000 €

Madame Valérie COPIN expose :

Considérant que le 28 août 2018, Monsieur Jean Claude CAPPONI était victime d'un accident mortel survenu au centre technique municipal situé à GRASSE 3 boulevard de la Madeleine. Monsieur Jean Claude CAPPONI au moment de l'accident occupait les fonctions de Chef du Service Espaces Verts.

Considérant que dans le cadre de l'enquête diligentée à l'initiative de Madame le Procureur de la République, il est apparu qu'un rapport rédigé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes Maritimes indiquait à la rubrique « Risques de chute » : « Certains espaces de stockage de CTM ne sont pas protégés contre le risque de chute » En page 17 il est indiqué à la rubrique « Proposition » : « Identifier les espaces de stockages du CTM non protégés contre le risque de chute et envisager des solutions techniques. Recenser les besoins en moyens de manutention associés aux stockages présents dans le hangar. »

Considérant que dans le cadre de l'enquête, Monsieur Christian LABORIER, Expert judiciaire désigné le 30 août 2018 indiquait en conclusions générales : « Le bâtiment du CTM de GRASSE est ancien et le Maître d'ouvrage (Municipalité) n'a pas fait réaliser des travaux de mise en sécurité pour accéder et pour exploiter la plateforme de stockage en hauteur de l'escalier qui n'est pas conforme aux exigences du code du travail, le maître d'ouvrage a été défaillant dans son rôle de garant de la sécurité de l'exploitation du bâtiment. L'usage de ce lieu de stockage en hauteur apparaît ancien suivant les propos des témoins. Le service de la Santé et de la Sécurité au travail du Conseil Général a émis un rapport en 2016 sur ce bâtiment. Les spécialistes de la sécurité n'ont pas attiré l'attention sur l'anomalie parfaitement visible de cet espace de travail qui n'est pas conforme au code du travail. Le Conseil Général a été négligent dans son rôle de conseil ».

Considérant que la Ville de Grasse a été renvoyée devant le Tribunal Correctionnel de Grasse pour avoir, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, involontairement causé la mort de Monsieur Jean-Claude CAPPONI. L'affaire a été fixée à l'audience du 16 septembre 2021 du Tribunal Correctionnel de Grasse.

Considérant que les Parties Civiles ont demandé au Tribunal de déclarer la Ville de Grasse coupable des faits reprochés et au plan civil la condamner au paiement des sommes suivantes à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral subi :

- à Monsieur Jérémie CAPPONI, la somme de 50.000 €
- à Madame Mélissa CAPPONI, la somme de 50.000 €
- à Monsieur Patrick CAPPONI, la somme de 25.000 €

Considérant qu'en défense, la Ville de Grasse demandait au Tribunal Correctionnel de GRASSE, sur l'action publique de faire une juste application de la loi. Sur les demandes indemnitaires formulées par les Parties Civiles, elle demandait au Tribunal, à titre principal de se déclarer incompétent au profit du Tribunal Administratif de NICE et à titre subsidiaire de fixer les réparations du préjudice moral subi, selon les sommes suivantes :

- S'agissant de Madame Mélissa CAPPONI et Monsieur Jérémie CAPPONI qui vivaient au domicile de leur père au moment des faits une somme de 15.000 € (Quinze Mille Euros) chacun.
- Concernant Monsieur Patrick CAPPONI, une réparation de son préjudice moral à hauteur de 5.000 € (Cinq Mille Euros).

Considérant que par un jugement en date du 16 septembre 2021, le Tribunal Correctionnel de Grasse a déclaré la Ville de Grasse, coupable des faits d'homicide involontaire par personne morale dans le cadre du travail et la condamnait au paiement d'une somme de 150 000 €.

Le Tribunal renvoyait les parties civiles devant le Tribunal Administratif pour leur indemnisation.

Considérant que le 22 septembre 2021, les parties civiles relevaient appel de cette décision, la Ville de Grasse également dans la limite de la peine d'amende délictuelle.

Considérant que c'est dans ce contexte que les parties de première et seconde part se sont rapprochées et sont convenues de ce qui suit :

Par l'intermédiaire de leurs conseils sont convenues de reprendre les pourparlers en vue de parvenir à un accord sur les offres d'indemnisation du préjudice moral.

Considérant que dans ce contexte particulier tenant à la mémoire de Jean-Claude CAPPONI, la Ville de Grasse et les parties civiles acceptent la fixation de l'indemnisation aux sommes suivantes à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral subi :

- à Monsieur Jérémie CAPPONI, la somme de 30.000 €
- à Madame Mélissa CAPPONI, la somme de 30.000 €
- à Monsieur Patrick CAPPONI, la somme de 10.000 €

Considérant qu'en contrepartie de ces indemnisations, les ayants droit cités ci-dessus acceptent de mettre fin à leur procédure en tant que partie civile, s'estimant dédommagés de leur préjudice.

Considérant que par ces concessions réciproques, les soussignés se considèrent pleinement et définitivement rétablis dans leurs droits respectifs. Chacun des cocontractants au présent acte s'engage aux termes du protocole annexé à exécuter de bonne foi et sans réserve la transaction, à laquelle ils reconnaissent l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Les parties renoncent irrévocablement les unes envers les autres à toutes réclamations, instances ou actions, Madame Mélissa CAPPONI, Monsieur Jérémie CAPPONI et Monsieur Patrick CAPPONI se désistent de leur appel.

Considérant que le protocole annexé vaut transaction entre les parties conformément aux articles 2044 et suivants du Code civil.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 8 mars 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le protocole d'accord entre la Ville de Grasse, Madame Mélissa CAPPONI, Monsieur Jérémie CAPPONI et Monsieur Patrick CAPPONI ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **30 MARS 2022**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

